



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GREVES, MANIFS, BLOCAGES... POUR LE RETRAIT DE LA REFORME LA LUTTE CONTINUE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 23 JANVIER 2020

Macron a le sens de la provocation : c'est incontestable ! Alors que la France connaît une grève sans précédent dans sa durée pour empêcher que nos retraites passent d'un régime « solidaire » à un régime « privé », lundi, c'était tapis rouge et petits fours pour les multinationales à Versailles. Macron avait mobilisé 19 de ses ministres pour y recevoir 140 dirigeants de grandes entreprises étrangères, parmi lesquelles : Coca-Cola, Google, Toyota, Rolls Royce, JPMorgan... Objectif : promouvoir « les réformes engagées depuis le début du quinquennat » par le président des riches afin de dynamiser les investissements étrangers.

Une provocation qui indique la nécessité de continuer à nous mobiliser pour gagner si nous ne voulons pas que le slogan : « *Quand tout sera privé, on sera privé de tout* » devienne une réalité. Car cette réforme des retraites, c'est naturellement un cadeau promis aux grandes sociétés d'assurances, comme le révèle l'article 64 du projet de loi. Un cadeau qui nous fera perdre plusieurs centaines d'euros par mois sur nos pensions s'il est mis en place.

PHILIPPE, LA GREVE, ÇA VA CONTINUER

Pendant 45 jours, la grève à la SNCF et à la RATP a été massive, avec des métiers en grève à plus de 90 %, comme les conducteurs de métro. Et si la grève marque aujourd'hui le pas dans ces secteurs parce qu'elle tarde à se généraliser ailleurs, le gouvernement n'a pas gagné pour autant, loin de là.

D'abord, une partie des grévistes poursuit le mouvement, pour maintenir la pression et donner confiance à d'autres secteurs. Et ensuite, ceux qui ont repris le travail ont clairement exprimé qu'ils seront massivement de retour dans la grève dès qu'elle entraînera de nouveaux secteurs.

Parties prenantes de cette continuité du mouvement, les opérations « ports morts » se répètent au Havre, à Rouen ou Marseille, empêchant les marchandises d'entrer ou de sortir, entraînant de sérieux problèmes d'approvisionnement dans plusieurs secteurs de l'économie.

PAS ENCORE LA GREVE GENERALE... MAIS LA COLERE GENERALE

La grande majorité de la population reste hostile au projet du gouvernement parce qu'elle sait que la retraite à points serait une catastrophe pour la

masse des salariés concernés. La colère qui continue de s'exprimer est massive et touche de plus en plus de secteurs.

Les avocats ont jeté leur robe, les personnels de santé de l'hôpital St Louis ont jeté leurs blouses lors des vœux de leur direction, des chefs de service de l'hôpital public jettent l'éponge en démissionnant de leurs fonctions administratives, estimant ne pas avoir les moyens de soigner correctement leurs patients.

Et depuis quelques jours, ce sont les enseignants et les lycéens qui reprennent le flambeau de la lutte, avec la mobilisation qui s'engage contre les épreuves du bac Blancard : un bac inégalitaire, organisé ou plutôt désorganisé dans chaque lycée, sans aucun caractère national. Un bac qui montre tout le mépris avec lequel ce gouvernement considère la population et nos enfants.

GREVES, ACTIONS ET BLOCAGES : CONSTRUIRE LA GREVE GENERALE

Vendredi 24 janvier, jour où le projet de loi sur les retraites va être présenté en Conseil des ministres, les organisations syndicales opposées à la réforme appellent à une nouvelle journée de grève nationale.

L'occasion, pour ceux et celles qui n'ont pas encore fait grève, de franchir le pas, d'aller au-delà du soutien aux grévistes en prenant toute leur place dans ce puissant mouvement d'opposition à la réforme Macron qui doit encore s'étendre, y compris aux entreprises du privé. En cessant de croire que de la grève des autres suffit pour gagner. On ne gagne pas par « délégation » !

Cette victoire, nous en avons vraiment besoin, non seulement pour mettre fin à plusieurs décennies de destruction de nos acquis sociaux, mais aussi pour redonner à notre camp social la confiance dans la force qu'il représente, dans sa capacité à faire plier Macron aujourd'hui et à changer le monde demain.

Pour ça, les richesses existent, comme le prouvent les 60 milliards d'euros de dividendes distribuée par les entreprises du CAC 40 en 2019 ou les 60 à 100 milliards d'euros que l'évasion, l'optimisation ou la fraude fiscale font perdre au budget français, chaque année.

Il suffit d'aller les chercher pour imposer une autre répartition des richesses créées par les travailleurs.

PAS UNE LARME POUR CARLOS GHOSN

A grand renfort médiatique, il voudrait nous apitoyer sur son sort. Il se prétend victime d'une justice japonaise inéquitable et impitoyable. On l'avait connu moins regardant sur la présomption d'innocence lorsqu'en 2011, il avait licencié trois hauts cadres de Renault « *présumés* » coupables d'espionnage industriel. Il avait soi-disant eu la « *certitude* » de leur culpabilité ! Mais les trois cadres avaient été innocentés par la justice : l'affaire avait viré au fiasco. Les salarié.e.s de Renault n'ont pas oublié, non plus, les rémunérations indécentes de leur ex-PDG, ni les dizaines de leurs collègues qui se sont suicidés, ni les milliers d'emplois supprimés chez Renault ou Nissan, ni la répression antisyndicale, comme à Renault-Bursa en Turquie.

Loin de la pitié, c'est la colère qu'inspire aujourd'hui celui qui incarne un monde capitaliste cynique et violent, dont il faut se débarrasser, lorsqu'on apprend qu'il ose maintenant assigner Renault aux prud'hommes pour toucher une retraite-chapeau de 774.000 euros, et 380.000 actions dites de « performance ».

CHEZ OPEL :

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE

Avant l'opération de rachat d'Opel prévue en 2017, le patron de Peugeot, Carlos Tavares, avait promis à Angela Merkel qu'il n'y aurait pas de fermeture de sites, ni d'ici 2018, de suppression d'emplois. La promesse ne concernait pas les usines anglaises où aussitôt était annoncée la suppression de 400 emplois. Et dès 2017, sur la base d'une comparaison avec les sites Peugeot, les contours du plan de « redressement » d'Opel étaient connus. Avec les projets annoncés ces jours-ci, ce sont plus de 4.000 emplois qui devraient disparaître chez Opel d'ici 2029. Au total, c'est pratiquement 10.000 postes qui auront disparu depuis son rachat par Peugeot sur les 40.000 de l'époque. Leur seule méthode pour dynamiser les profits et gaver les actionnaires, c'est la mise en concurrence des salarié.e.s des différentes marques et des différents sites. A cette logique, opposons celle de la solidarité ouvrière au-delà des frontières : zéro licenciement, partage du travail sans perte de salaire !

CAC 40 : LES ACTIONNAIRES SE GAVENT

En 2019, les actionnaires des 40 plus grandes entreprises cotées en bourse en France se sont attribué 49,2 milliards sous forme de dividendes. Du jamais vu. Cinquante milliards extorqués aux salariés à grands renforts de suppressions d'emplois, de blocage des salaires et de flexibilité : l'exploitation capitaliste dans toute sa splendeur. Cinquante milliards : une augmentation de 12%, à comparer avec la misérable augmentation de 1,2% du Smic. Cinquante milliards, voilà une idée à suggérer à Edouard Philippe qui depuis la vraie fausse suppression de l'âge pivot pour la période 2020-2025, exige des propositions pour trouver les 12 milliards soi-disant nécessaires à l'équilibre du système des retraites, avant le passage au nouveau

système à points qu'il veut mettre en place. Il resterait encore des milliards pour financer les créations d'emplois plus que nécessaires dans les hôpitaux et autres services publics. Avec 35 milliards, si incroyable que cela puisse paraître, il serait possible de financer 1 million d'emplois à 2.000 euros bruts, cotisations comprises.

APRES BERLIN :

LA LYBIE ET SES « PROTECTEURS »

En 2011, comme en Tunisie ou en Egypte, une révolution populaire en Libye voulait en finir avec la dictature du régime de Khadafi. Au prétexte de protéger la population, une intervention militaire sous l'égide de l'ONU a conduit, dans des circonstances peu claires, à l'élimination physique de Khadafi. Les espoirs de changement ont alors fait place au chaos d'une guerre de clans et de milices pour le contrôle du pouvoir et du pétrole. Chaque clan étant soutenu et armé par l'une ou l'autre des puissances réunies à Berlin le week-end dernier : difficile dans ces conditions de prétendre vouloir favoriser le retour à la paix dans ce pays. Face l'offensive menée depuis des mois par le général Haftar contre le gouvernement Sarraj (officiellement soutenu par la communauté internationale), la conférence de Berlin a finalement affiché une unité de façade pour refuser toute ingérence en Libye et faire respecter l'embargo sur les armes. Beaucoup de cynisme de la part de tous ces pays qui ont chacun contribué au chaos qui règne en Libye.

LUBRIZOL : RIEN N'EST REGLE REUNION PUBLIQUE LUNDI 3 FEVRIER 18h-22h Halle aux toiles ROUEN

Quatre mois après la catastrophe, alors qu'un arrêté de la préfecture a autorisé en décembre la reprise partielle des activités sur le site, de nombreuses questions restent en suspens : nature exacte des produits stockés et des particules dégagées par l'incendie, conséquences sanitaires à long terme, indemnisation des victimes... La mobilisation pour la transparence, la vérité, la justice, suite à cette affaire, est toujours d'actualité.

Les différents collectifs, syndicats et associations mobilisés appellent la population à participer à une nouvelle réunion publique pour faire le point le lundi 3 février de 18h00 à 22h00 à la Halle aux Toiles de Rouen.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique